



Chambre des communes
CANADA

Comité permanent de l'industrie, des sciences et de la technologie

INDU • NUMÉRO 004 • 1^{re} SESSION • 39^e LÉGISLATURE

TÉMOIGNAGES

Le mardi 30 mai 2006

—
Président

M. James Rajotte

Aussi disponible sur le site Web du Parlement du Canada à l'adresse suivante :

<http://www.parl.gc.ca>

Comité permanent de l'industrie, des sciences et de la technologie

Le mardi 30 mai 2006

•(1105)

[Traduction]

Le président (M. James Rajotte (Edmonton—Leduc, PCC)): Je souhaite la bienvenue à tous.

Avant de passer aux témoins, au nom du Comité permanent de l'industrie, des sciences et de la technologie, j'aimerais souhaiter officiellement la bienvenue à une délégation du Yémen qui s'intéresse aux travaux du comité et en particulier aux fonctions de nos témoins d'aujourd'hui.

Je vais donner le nom du chef de la délégation, qui est président de l'équivalent de notre Sénat, Son Excellence M. Abdul Aziz Abdul Ghani. Monsieur Ghani, je vous inviterais à vous lever.

Souhaitons-lui la bienvenue au nom du comité.

Des voix: Bravo!

Le président: Merci beaucoup d'être venus.

Pour avoir rencontré les membres de la délégation, je peux vous dire que six d'entre eux ont déjà été banquiers, monsieur Dodge; votre exposé les intéresse donc beaucoup.

Monsieur Dodge, au nom du comité, je vous souhaite la bienvenue et je vous remercie vous et M. Jenkins de vous être libérés de votre emploi du temps chargé. Je suis désolé que nous ayons commencé en retard; la séance du comité précédent a un peu débordé.

Nous examinons actuellement l'état du secteur manufacturier canadien. Un des facteurs pertinents est évidemment la dépréciation du dollar canadien par rapport au dollar américain et ses répercussions sur le secteur de la fabrication. Les membres sont ici au grand complet et nous sommes tous très intéressés par ce que vous allez nous dire.

Voici comment nous allons procéder aujourd'hui. Nous disposons d'environ une heure en votre compagnie, je crois, et entre 10 et 12 minutes ont été prévues pour votre allocution et celle de M. Jenkins, après quoi les membres du comité vous poseront des questions.

Soyez les bienvenus. Merci d'être venus. Commencez quand vous voudrez.

M. David Dodge (gouverneur, Banque du Canada): Merci beaucoup, monsieur le président.

C'est pour Paul et moi un immense plaisir de vous rencontrer ici ce matin. C'est un honneur d'être invité à témoigner devant vous pour vous aider, j'espère, dans le cadre de votre examen des défis auxquels le secteur manufacturier canadien est confronté.

Pour autant que je sache, c'est la première fois qu'un gouverneur ou qu'un premier sous-gouverneur de la Banque du Canada se présente devant le comité. Chose certaine, c'est la première fois depuis longtemps et j'ai donc pensé qu'il serait approprié de commencer par une brève description du cadre de conduite de la

politique monétaire de la Banque. Je passerai ensuite aux forces mondiales à l'origine des défis qui se posent dans notre secteur manufacturier ainsi qu'à leurs implications pour l'ensemble de l'économie. Enfin, monsieur le président, je vous ferai part de renseignements que nous avons recueillis concernant la façon dont les fabricants d'ici relèvent ces défis.

Je vais donc aborder la première partie. Selon la Loi sur la Banque du Canada, notre institution a été créée pour:

atténuer, autant que possible par l'action monétaire, les fluctuations du niveau général de la production, du commerce, des prix et de l'emploi, et de façon générale pour favoriser la prospérité économique et financière du Canada.

Telle est notre mission depuis notre création au milieu des années 30.

Au fil des ans, il est devenu évident que le meilleur moyen qui s'offre à nous pour nous acquitter de ce mandat consiste à garder l'inflation à un niveau bas, stable et prévisible. Plus précisément, notre objectif est de maintenir le taux d'accroissement annuel des prix à la consommation à 2 p. 100, soit le point médian d'une fourchette cible qui va de 1 à 3 p. 100.

[Français]

Pour atteindre ces objectifs, nous cherchons à faire en sorte que l'économie tourne à son plein potentiel. J'entends par là que nous veillons à ce que l'offre et la demande globales au sein de notre économie restent en équilibre. En termes simples, si une forte demande de biens et de services canadiens pousse l'ensemble de l'économie aux limites de sa capacité et menace de faire monter l'inflation au-dessus de la cible, la Banque du Canada majorera son taux d'intérêt directeur. Cette mesure entraînera un relèvement des autres taux d'intérêt et un ralentissement de la demande, ce qui concourra à maintenir l'offre et la demande en équilibre et l'inflation au niveau visé. Par contre, si l'économie dans son ensemble fonctionne en deçà de sa capacité et que l'inflation risque de glisser sous la cible, la banque abaissera son taux directeur en vue de stimuler la demande.

En gardant l'inflation à un niveau bas et stable, la politique monétaire contribue à faire tourner l'économie à plein régime et favorise une plus grande stabilité de la production. Il s'agit là d'un point crucial puisque cela facilite l'ajustement de l'économie aux forces qui sont à l'oeuvre à l'échelle du globe. L'un des éléments clés de notre cadre de mise en oeuvre de la politique monétaire est le régime de changes flottants.

Je tiens à préciser que nous n'avons pas de cible ou de niveau préféré en ce qui concerne le taux de change du dollar canadien. Celui-ci est néanmoins un prix relatif très important au sein de notre économie. Pour ce qui est de la politique monétaire de la banque, les variations du taux de change nous renseignent sur les événements économiques qui peuvent avoir une incidence directe sur la demande au Canada, et les mouvements eux-mêmes ont leur effet propre sur la demande. Ils modifient les prix relatifs des biens et services canadiens et entraînent un déplacement de la demande entre les produits nationaux et étrangers.

Le défi qui se pose pour la banque est d'analyser ces variations, ainsi que d'autres données, et d'orienter la politique monétaire de telle sorte qu'elle aide à maintenir la demande et l'offre en équilibre, et l'inflation au taux cible.

Lorsque le cours du dollar canadien monte ou descend, nous tentons de déterminer quelle part de ce mouvement est attribuable à l'évolution de la demande mondiale des biens et des services canadiens et quelle part s'explique par d'autres facteurs qui n'ont rien avoir avec cette évolution.

Il est important que nous comprenions les causes des changements des taux de change parce que les implications pour l'économie et les mesures appropriées de politique monétaire varient selon la cause du changement. Ce sujet a été expliqué en détail dans la Mise à jour de janvier 2005 de notre Rapport sur la politique monétaire qui se trouve dans la trousse que vous avez reçue.

• (1110)

[Traduction]

Voilà en très peu de mots en quoi consiste notre cadre, monsieur le président.

Nous pourrions y revenir dans le courant de la discussion. Permettez-moi maintenant d'appliquer ce cadre à la situation actuelle. Je suis sûr que les membres du comité sont bien au fait des forces mondiales qui ont une incidence non seulement sur les fabricants canadiens mais aussi sur l'économie toute entière.

Ces dernières années, la croissance économique a été incroyablement forte dans le monde. Les liquidités ont atteint des niveaux exceptionnellement élevés, que les banques centrales tâchent maintenant de réduire.

Parallèlement, nous avons constaté un déficit persistant et croissant de la balance courante des États-Unis, auquel font écho les excédents considérables et grandissants de la balance d'autres pays, notamment asiatiques. Ces déséquilibres sont liés aux flux financiers engendrés par un mauvais appariement entre l'épargne et l'investissement à l'échelle internationale.

Nous avons aussi assisté à la montée en puissance de la Chine et de l'Inde. L'expansion vigoureuse enregistrée dans ces pays et au sein d'autres économies de marché émergentes a entraîné une forte augmentation des prix d'un grand nombre de biens que produit le Canada. Par ailleurs, la vive concurrence livrée par des entreprises de fabrication du monde entier a fait baisser les prix de nombreux biens durables et semi-durables.

Tout cela a donné lieu à une amélioration de nos termes de l'échange et à une augmentation des revenus des Canadiens, en particulier ceux des producteurs de matières premières, de produits métalliques, de produits énergétiques, de matériaux de construction et de machines.

Nous avons aussi observé une hausse rapide de la valeur externe de notre dollar, ce qui s'explique dans une large mesure, mais pas

entièrement, par la demande mondiale accrue de biens et de services canadiens.

Dans ce contexte, les fabricants du pays sont devenus de plus en plus efficaces. De fait, la productivité a considérablement progressé dans le secteur manufacturier — la production a augmenté malgré une diminution du nombre d'emplois.

Cette situation a été très difficile pour beaucoup de travailleurs de ce secteur qui ont perdu leur poste en raison des changements qui s'y sont opérés. La situation est difficile pour les entrepreneurs et les gestionnaires de ce secteur. Nous en sommes tous bien conscients. Mais il ne faut pas oublier non plus que cette situation tient en partie au fait que de nombreuses entreprises profitent de l'appréciation du dollar canadien pour investir dans des machines et du matériel afin d'être plus productives.

Ces gains de productivité augurent bien pour l'avenir: une plus grande efficacité permet d'améliorer notre compétitivité à l'échelle internationale et notre capacité de faire face aux chocs ainsi qu'aux changements fondamentaux qui se produisent au sein de l'économie mondiale.

En effet, des entreprises de toutes les régions du pays déploient de réels efforts pour s'adapter à l'intensification de la concurrence. Nous avons fait un suivi de ce processus d'adaptation au moyen de nos communications régulières avec des groupes d'entreprises, des fabricants et des exportateurs, ainsi que par l'entremise de nos enquêtes sur les perspectives des entreprises. Un exemplaire de la livraison du printemps de *l'Enquête sur les perspectives des entreprises* se trouve dans votre trousse.

Nos enquêtes ont mis en lumière trois facteurs qui sont problématiques pour les fabricants: la pénurie de main-d'oeuvre, l'appréciation du dollar canadien et la concurrence de l'Asie. Permettez-moi de dire quelques mots sur chacun d'eux.

Premièrement, les enquêtes ont révélé que la pénurie de main-d'oeuvre spécialisée constitue le principal problème de certaines entreprises du secteur manufacturier, comme c'est le cas pour des firmes d'autres secteurs. Cependant, les conclusions de notre plus récente enquête donnent à penser que, malgré la difficulté d'attirer de la main-d'oeuvre spécialisée, les intentions d'embauche demeurent fermes dans la plupart des branches d'activités et dans toutes les régions du Canada. Un bon nombre des travailleurs qui seront embauchés pour pallier la pénurie de main-d'oeuvre dans les secteurs en expansion sont ceux que les secteurs en perte de vitesse licencient.

Deuxièmement, depuis 2003, année où le dollar canadien a commencé à s'apprécier, nous demandons régulièrement aux entreprises comment elles s'ajustent à cette appréciation. Environ la moitié des firmes interrogées se sont dites désavantagées par la montée du dollar. La plupart d'entre elles font partie des secteurs largement tributaires du commerce international, dont celui de la fabrication.

Enfin, bon nombre des entreprises sondées ont aussi affirmé avoir subi les effets de la concurrence de plus en plus vive livrée par l'Asie de même que des hausses considérables des coûts de leurs intrants, et surtout du renchérissement de l'énergie et des métaux.

Face à ces trois défis, de nombreuses entreprises ont amorcé une restructuration en profondeur. De fait, quelque 80 p. 100 des fabricants interrogés ont déclaré avoir modifié leur fonctionnement. Beaucoup effectuent un repositionnement en se spécialisant dans la production à haute valeur ajoutée. Certaines délaissent la production de masse à forte intensité de main-d'oeuvre en faveur de la production à plus petite échelle de biens personnalisés. Beaucoup améliorent la qualité de leurs produits et services. D'autres transfèrent leurs opérations à forte intensité de main-d'oeuvre à l'étranger, mais conservent les activités hautement spécialisées au Canada et les développent.

• (1115)

Permettez-moi de vous exposer un dernier point très important. À partir de nos discussions avec ces entreprises et de notre analyse des données, il est clair que le secteur manufacturier n'est pas monolithique. Il n'existe pas de stratégie unique qui puisse convenir à tous les fabricants, parce que chaque industrie est unique. Certaines entreprises de fabrication doivent relever des défis qui sont propres à leur secteur. D'autres, comme les producteurs de machines et de matériel, connaissent une demande vigoureuse. Cependant, même si chaque entreprise est unique, presque toutes cherchent des moyens de s'adapter, et de prospérer, dans cette période riche en défis.

Monsieur le président, j'espère ainsi avoir planté le décor. C'est avec plaisir que nous répondrons maintenant à vos questions.

• (1120)

Le président: Merci beaucoup de votre exposé, monsieur Dodge.

Nous allons passer immédiatement aux questions. La première série durera six minutes. Cela comprend les questions et les réponses; je vais donc demander aux députés de poser des questions courtes et d'accorder au témoin au moins autant de temps pour y répondre.

Nous allons commencer par M. Fontana. Vous avez six minutes.

L'hon. Joe Fontana (London-Centre-Nord, Lib.): Merci, monsieur le président.

Bienvenue, monsieur Dodge et monsieur Jenkins.

Nous avons déjà entendu parler des difficultés et des défis auxquels fait face le secteur manufacturier, et vous, monsieur Dodge, les avez déjà signalés. Permettez-moi donc de vous demander de parler de trois points précis qui ont déjà été évoqués par le secteur manufacturier, en particulier celui des exportations, qui portent sur... Je pense que vous en avez déjà parlé. Le premier est le dollar, le deuxième est les taux d'intérêt et le troisième est évidemment le coût élevé de l'énergie et les conséquences de ces coûts pour leurs coûts de fonctionnement.

Le gouvernement a donné à la Banque du Canada le mandat non seulement de stabiliser les prix et de limiter l'inflation, mais aussi, comme nous le savons, jusqu'à présent elle a réussi admirablement à la maintenir à moins de 3 p. 100. Mais je ne suis pas sûr que l'on puisse dire la même chose au sujet du dollar canadien, dont les fabricants et les exportateurs nous ont déjà dit qu'il a augmenté de 30 p. 100 en trois ans — 10 p. 100 par année. Ce n'est pas tant la valeur du dollar que son augmentation rapide qui a causé des dégâts irréparables, notamment des pertes d'emplois considérables, qui risquent d'ailleurs de se poursuivre.

J'aimerais que vous nous parliez du dollar, leur première source d'inquiétude, deuxièmement, des taux d'intérêt et, troisièmement, de ces facteurs de concurrence ou de l'environnement fiscal qu'ils jugent important. Je vais vous poser une question comme exemple. Au sujet de la TPS, dans le dernier budget, était-ce la façon la plus utile

d'augmenter la productivité et de bâtir une économie compétitive? J'apprécierais beaucoup vos vues.

En ce qui concerne le dollar élevé et les taux d'intérêt, quel poids la Banque du Canada accorde-t-elle à la montée rapide du dollar canadien dans ses décisions sur les taux d'intérêt? Une augmentation moins rapide du dollar canadien, gérée par la Banque du Canada, ne permettrait-elle pas d'éviter une grande partie des licenciements et des fermetures d'usines dans le secteur manufacturier et ne nous permettrait-elle pas de nous adapter à ces augmentations? Aussi, quelles mesures la Banque du Canada a-t-elle prises jusqu'à présent pour entraver ou ralentir la montée du dollar canadien?

Deuxièmement, en ce qui concerne les taux d'intérêt, il est certain...

Le président: Vous avez posé six questions et...

L'hon. Joe Fontana: Cela ne fait qu'une minute et demie et je suis tout à fait certain que M. Dodge pourra répondre à mes questions en 30 secondes.

Commençons par celle-là: le dollar, les taux d'intérêt et les impôts.

M. David Dodge: Je vais d'abord parler des taux d'intérêt puisque c'est l'indicateur que nous influençons directement.

Comme vous le savez déjà, les taux d'intérêt pour l'ensemble de la courbe des taux de rendement sont près des taux les plus bas jamais enregistrés. De fait, nous n'avons pas vu de taux aussi bas depuis les années 50. Ces taux d'intérêt très faibles facilitent, en partie, les ajustements nécessaires dans l'économie. Il faudrait remonter au milieu des années 50, à 1956-1957, pour trouver des taux aussi bas que ceux que nous connaissons aujourd'hui. Nous jouissons de ces taux d'intérêt faibles parce que nous avons fait tout ce que nous pouvions — et les Canadiens le savent — pour empêcher toute relance de l'inflation et les taux d'intérêt n'ont pas à être plus élevés pour couvrir l'inflation. Nous avons aussi des taux qui sont à leurs niveaux les plus bas comparativement aux taux aux États-Unis.

Bien que nous ayons relevé légèrement les taux ces derniers temps pour résorber l'excès de liquidités dans le système, nos taux sont extraordinairement bas.

Permettez-moi maintenant de parler du dollar. Puisque nous avons ce que nous appelons communément un « écart négatif », c'est-à-dire que nos taux sont plus bas que ceux des États-Unis, dans la mesure où nous pouvons influencer la valeur du dollar, nous limitons les hausses de taux d'intérêt pour contenir quelque peu l'appréciation du dollar. Comme je l'ai déjà dit, l'écart entre les taux d'intérêt historiques des deux pays est actuellement négatif.

Nos analyses révèlent que l'appréciation du dollar depuis le début de 2003 est en grande partie imputable aux changements survenus dans l'économie réelle, tant au niveau national qu'international. Les coûts des métaux et de l'énergie ont enregistré des augmentations très fortes. Comme vous le savez, comme le Canada est un important exportateur de métaux et d'énergie, nous avons vu s'améliorer considérablement les termes de l'échange. C'est là une bonne nouvelle puisque cela accroît notre richesse collective, mais cela suppose aussi un ajustement qui entraîne la hausse du taux de change de notre monnaie.

C'est en effet une bonne chose en ce sens que cela contribue à équilibrer l'offre et la demande dans notre économie, mais cela annonce aussi des variations des prix relatifs. Or, c'est cette variation des prix relatifs qui complique la vie des fabricants. Bien sûr, un autre phénomène vient compliquer la situation, comme c'est le cas dans tous les pays membres de l'OCDE, et je veux parler de l'intensification de la concurrence qui provient surtout, mais pas exclusivement, de l'Asie. Voilà pourquoi les fabricants ont tant de difficultés à s'adapter.

Il va sans dire que nous aurions tous la vie beaucoup plus facile si la hausse des prix de l'énergie et des métaux avait été moins rapide et si l'appréciation du dollar avait, en conséquence, été elle aussi plus lente.

• (1125)

L'hon. Joe Fontana: Ou de nouvelles taxes exigibles.

M. David Dodge: Je ne veux pas empiéter sur les plates-bandes du ministre des Finances. Je peux toutefois dire que comme la TPS est une taxe sur la valeur ajoutée, sa structure est idéale pour le secteur manufacturier. En fait ce serait très utile que la structure de la taxe de vente de l'Ontario soit identique à celle de la taxe fédérale. Ce serait très utile pour le secteur manufacturier parce qu'un certain nombre de ses intrants seraient exonérés.

L'hon. Joe Fontana: Merci.

Le président: Merci, monsieur Fontana.

Nous passons maintenant à M. Crête.

[Français]

M. Paul Crête (Montmagny—L'Islet—Kamouraska—Rivière-du-Loup, BQ): Merci, monsieur le président.

Je veux d'abord vous dire que les rapports que vous produisez sont excellents. J'aime bien travailler avec un document tel que celui-ci.

Vous avez dit que la hausse du dollar avait été plus rapide que prévu. C'est davantage l'accélération de la hausse que la hausse elle-même qui crée un problème.

Pouvez-vous nous expliquer quelle est la cause de cette hausse?

M. David Dodge: Depuis le début de 2003 jusqu'à la fin de 2005, plus ou moins, le facteur le plus important était la hausse des prix du gaz naturel, de l'huile et des métaux de base.

M. Paul Crête: Et l'essence?

M. David Dodge: C'est un prix interne. Ici, au Canada, nous n'avons pas la capacité de produire assez d'essence pour répondre à la demande. L'or noir est le problème véritable. L'escalade des prix s'est faite très rapidement parce que la demande globale a été très forte depuis 2003.

Ce sont là les facteurs les plus importants, mais la demande aux États-Unis dans les secteurs du logement et des produits pour les maisons a été extrêmement forte également. Donc, des pressions mondiales poussaient à la hausse la demande pour les produits canadiens. Il est important que le dollar s'ajuste en conséquence. Le problème est qu'il y a eu quatre ajustements des prix des métaux en trois ans.

• (1130)

M. Paul Crête: Vous avez parlé de 2003 à 2005. Après 2005, l'accélération s'est-elle maintenue?

M. David Dodge: Après 2005, et surtout au cours des dernières quatre à six semaines, il y a eu une volatilité assez extraordinaire des marchés financiers et des marchés de produits de base mondiaux.

Paul.

M. Paul Jenkins (premier sous-gouverneur, Banque du Canada): Je voudrais simplement ajouter que l'économie globale, depuis 2003, a connu une période de croissance sans précédent depuis la Seconde Guerre mondiale. On a connu une période de quatre ans où le taux de croissance de l'économie globale a été de plus de 4 p. 100, et il est probable que ce niveau se maintiendra cette année et l'année prochaine. L'environnement global est extraordinaire de même que la demande globale, ce qui se reflète dans l'augmentation des prix des produits de base.

M. Paul Crête: N'est-il pas dangereux que l'économie du Canada soit à deux vitesses? Pour 2004-2005, au Québec et en Ontario, l'emploi a diminué de 10 et 11 p. 100. Or, ces deux provinces représentent 75 p. 100 de la production manufacturière au Canada. N'y a-t-il pas actuellement un danger de quasi-rupture dans l'économie canadienne entre ce que j'appellerais l'économie de l'énergie, qui avantage plus l'Ouest canadien, et le secteur manufacturier? Vous avez vu la manifestation de l'industrie forestière, qui n'a pas beaucoup aimé votre dernière hausse. Y a-t-il un danger? Comment y faites-vous face?

M. David Dodge: Cela entraîne de véritables difficultés. Il est difficile de s'ajuster très rapidement à des changements de prix relatifs assez brutaux. C'est extrêmement difficile, c'est un défi extraordinaire.

M. Paul Crête: C'est presque une économie à deux vitesses, finalement.

M. David Dodge: Il faut faire attention. Dans le secteur manufacturier, par exemple, il y a des sous-secteurs qui fonctionnent à pleine capacité, qui ont de la difficulté à répondre à la demande. Ce sont surtout les secteurs de transformation: l'acier, tous les métaux, la machinerie, etc. Pour les producteurs de biens de consommation, surtout les biens semi-durables, c'est beaucoup plus difficile.

M. Paul Crête: Selon vous, la politique monétaire est-elle un outil important pour faire face à cela? Le gouvernement devrait-il utiliser d'autres outils pour faire face à cette demande des secteurs manufacturiers de trouver une place sur le plan de la compétitivité?

M. David Dodge: À la lumière des expériences pas très favorables des années 1970 et 1980, on a appris que ce qui est important, c'est d'avoir une économie aussi flexible que possible. Il est important pour tous les gouvernements, tant provinciaux que fédéral, et pour toutes les commissions de réglementation d'encourager la flexibilité et la mobilité de main-d'oeuvre afin que les travailleurs puissent occuper des emplois différents, et de s'assurer qu'il y ait des infrastructures qui favorisent cette flexibilité. Ce n'est pas simple du tout, mais la clé, c'est d'avoir une telle flexibilité, car on ne peut prévoir tous les événements qui surviendront dans le futur.

• (1135)

M. Paul Crête: Quels sont les outils qu'un gouvernement devrait...

Le président: Monsieur Crête, ce sera votre dernière question.

M. Paul Crête: Quels sont les outils qu'un gouvernement devrait mettre en avant pour améliorer cette flexibilité de l'économie? Présentement, on a un train qui va très vite dans le secteur de l'énergie, alors que des gens ont de la difficulté à pédaler derrière. L'exemple des bicyclettes était très pertinent ce matin. Quels sont les outils que vous souhaiteriez que le gouvernement utilise davantage pour augmenter la flexibilité?

M. David Dodge: C'est une question très difficile.

M. Paul Crête: Je sais que vous être capable de répondre aux questions difficiles.

M. David Dodge: Je commencerai par mentionner trois points. Premièrement, il ne faut pas empêcher l'adaptation de l'économie. Il est extrêmement important de ne pas empêcher les ajustements.

Deuxièmement, nous avons depuis longtemps des difficultés au chapitre de la main-d'oeuvre qualifiée et au chapitre de la mobilité de la main-d'oeuvre qualifiée entre les secteurs et entre les provinces et les régions du Canada. Cela aussi est extrêmement important, car au bout du compte, c'est la dans capacité de notre main-d'oeuvre d'ajouter une valeur à ce que nous produisons que se trouve la clé du succès pour nous.

Troisièmement, il est important d'avoir des marchés financiers efficaces qui peuvent aider l'investissement dans les secteurs clés, y compris les infrastructures publiques.

M. Paul Crête: Être capable de dire au secteur forestier...

Le président: Monsieur Crête.

M. Paul Crête: ...que vous allez vous arrêter?

[Traduction]

Le président: Vous avez déjà pris neuf minutes de trop, monsieur Crête.

M. Paul Crête: Neuf?

[Français]

Le temps passe vite avec vous.

[Traduction]

Le président: J'ai M. Carrie, suivi de M. Masse et, je crois, M. Martin après M. Carrie.

Monsieur Carrie.

M. Colin Carrie (Oshawa, PCC): J'aimerais poser très rapidement une question parce que je sais que M. Van Kesteren voudrait lui aussi pouvoir en poser une.

Le président: Non. Nous ne partageons plus le temps pour les questions, monsieur Carrie.

M. Colin Carrie: Nous ne pouvons plus partager notre temps? D'accord.

Merci, monsieur Dodge, d'être venu nous rencontrer aujourd'hui. J'aimerais, en ma qualité de député de la circonscription d'Oshawa, vous donner un exemple des problèmes auxquels font face les plus importants fabricants. Le dollar canadien s'est apprécié au cours des dernières années de 30 p. 100, ce qui est du jamais vu. Nous exportons des voitures, surtout vers les États-Unis, et en plus de la hausse du coût de l'énergie... Tout semble aller tellement vite.

Voici donc ma question. Y a-t-il quelque chose que la Banque du Canada puisse faire pour ralentir l'appréciation du dollar canadien? Je sais que tout ne dépend pas de vous, mais y a-t-il quelque chose que vous puissiez faire pour atténuer l'impact de ces facteurs qui créent tant de difficulté pour le secteur manufacturier?

M. David Dodge: Eh bien, comme je l'ai déjà dit, nous ne disposons que d'un outil, à savoir la fixation du taux de financement à un jour et nous rajustons ce taux pour l'ensemble de la courbe des taux de rendement. C'est très important que ce ne soit pas uniquement le taux de financement à un jour mais pour des titres qui ont des échéances à 10 ans, voire à 30 ans.

Nous avons systématiquement réduit nos taux par rapport à ceux des États-Unis pendant cette période très difficile d'ajustement. Nous

avons d'ailleurs commencé dès 2004 à utiliser cet outil, mais c'est le seul moyen d'action dont nous disposons.

M. Colin Carrie: Croyez-vous que c'est réaliste de croire que les fabricants canadiens pourront continuer d'être compétitifs tout en devenant plus productifs? Cela semble être une conjoncture calamiteuse pour les fabricants canadiens. Cela me préoccupe. Je sais bien qu'on ne peut pas faire obstacle au progrès, mais êtes-vous en mesure de suggérer que la politique soit modifiée afin que nous puissions atténuer les chocs et ralentir les perturbations... Avez-vous des idées là-dessus?

• (1140)

M. David Dodge: Je vais vous donner un début de réponse, puis je vais demander à Paul de vous expliquer...

Nos gens sont là sur le terrain à consulter régulièrement les fabricants et les producteurs.

Permettez-moi de vous soumettre un argument qui m'apparaît très important. Dans les années 70 et 80, quand nous avons dû affronter des problèmes semblables, notamment d'importantes variations des prix relatifs, notre économie de rigidité était peu propice à l'ajustement tandis que l'économie a fait depuis d'énormes progrès. Les producteurs et les travailleurs canadiens aujourd'hui acceptent des ajustements qu'ils auraient jugé tout à fait impensables il y a 20 ans. Ils sont plus souples. Ils sont plus dynamiques. Ils apportent les ajustements nécessaires et, comparativement à d'autres pays, nous effectuons ces ajustements très rapidement, même si ce n'est pas sans douleur.

À mon avis, il ne faut donc pas croire que nous n'y arriverons pas. Je continue d'être très impressionné par la souplesse dont font preuve les entreprises et les travailleurs canadiens devant la nécessité de s'adapter. Nous consultons régulièrement tous ces gens.

Paul, voulez-vous compléter ma réponse?

M. Paul Jenkins: Oui, très rapidement. Ce document se trouve dans la documentation que nous avons fait distribuer. Les agents de nos bureaux vont régulièrement rencontrer les représentants des entreprises pour savoir ce qu'ils pensent des perspectives de leur secteur, mais aussi pour leur demander comment ils s'adaptent à toute une foule de pressions mondiales dont vous avez déjà parlé.

Ils nous disent notamment qu'ils ont l'intention d'augmenter leurs investissements pour l'achat de machines et d'équipement afin d'accroître leur productivité et reprendre l'avantage compétitif dont vous parlez et qu'ils ont perdu en raison de l'appréciation du dollar canadien.

De nombreux autres facteurs jouent aussi. De plus en plus, les entreprises et les fabricants envisagent d'utiliser les instruments financiers de couverture afin de se mettre à l'abri des variations du taux de change.

En outre, certaines entreprises cherchent d'autres débouchés. J'estime que c'est là un point important: les taux de change n'évoluent pas indépendamment des événements sur la scène mondiale. Comme nous l'avons dit en réponse à une question antérieure, l'économie mondiale connaît un taux d'expansion extraordinairement rapide depuis quatre ans — c'est même sans précédent — et ce taux de croissance devrait se maintenir. Les marchés prennent rapidement de l'expansion et le secteur manufacturier du Canada se tourne vers ces marchés dans l'espoir d'y trouver de nouveaux débouchés pour l'avenir.

Il s'agit d'un ensemble très complexe d'enjeux, comme vous l'avez dit, pour les entreprises et les travailleurs de ces secteurs. Or, nous avons constaté que ces individus et ces entreprises s'adaptent à la conjoncture mondiale.

Le président: Merci, monsieur Carrie.

C'est au tour de M. Martin, pour six minutes.

M. Tony Martin (Sault Ste. Marie, NPD): Merci beaucoup.

J'aimerais vous poser une question à propos du secteur tertiaire, qui caractérise mon coin de pays, le nord de l'Ontario, et le Nord en général. Il traverse de graves difficultés à l'heure actuelle. Le secteur fait de son mieux pour s'adapter. En ce qui concerne la main-d'oeuvre, plusieurs syndicats de notre région ont accepté une réduction de salaire pour venir en aide à la compagnie. Dans une papeterie de Sault Ste. Marie, le syndicat a accepté une baisse de salaire de 20 p. 100 pour aider la compagnie à se remettre d'aplomb.

J'ai aussi rencontré des chefs de file du secteur sidérurgique, qui m'ont parlé des répercussions du coût de l'énergie—vous-même en avez parlé—mais ils ont aussi évoqué le dollar. Étant donné que, dans certains cas, ils font à la fois de l'importation de matières premières pour produire et de l'exportation aux États-Unis, le dollar nuit considérablement à leur succès. Un de ses dirigeants a dit que le dollar à 0,80 \$ serait l'idéal. Par le passé, il a fluctué. Y a-t-il quoi que ce soit que l'on pourrait faire dans ce domaine pour favoriser notre compétitivité?

• (1145)

M. David Dodge: Non. La réponse courte, c'est non. Le dollar va continuer de fluctuer et ses mouvements donnent en fait des signaux. Il est difficile de composer avec la volatilité mais ses fluctuations donnent des signaux qui sont en général appropriés. Si l'on considère ce qui se passe, le mouvement du dollar est en grande partie, mais pas exclusivement, le reflet des changements dans la demande de produits canadiens.

Vous avez parlé du secteur forestier, qui fait face à trois problèmes. D'abord, il y a toute la nouvelle production de bois d'oeuvre tropical qui arrive sur le marché, ce qui fait augmenter très rapidement la capacité mondiale de produire des pâtes et des papiers, sans compter que ces arbres poussent très vite. Il existe donc des difficultés bien réelles, comme c'est le cas pour le secteur des biens à la consommation à cause de la concurrence venant de pays comme le Brésil et l'Indonésie.

Deuxièmement, comme vous l'avez dit, les scieries se retrouvent généralement dans des endroits où il n'y a guère d'autres activités, si bien que lorsqu'une ferme, il y a peu ou pas de débouchés pour les travailleurs licenciés, même s'il peut y en avoir d'excellents ailleurs. C'est un très grand problème d'adaptation qui ne se pose pas, par exemple, dans un endroit comme Oshawa où un chômeur peut emprunter la 401, congestionnée comme elle l'est, et parcourir une trentaine ou une quarantaine de kilomètres pour trouver un autre emploi. L'adaptation est une chose beaucoup plus difficile dans le Nord, nous l'admettons volontiers.

Enfin, il est également vrai qu'en général nos usines sont vieilles. Dans les années 70 et 80, nous n'avons pas autant investi qu'on aurait dû le faire, et il est maintenant très difficile de se rattraper. Le problème est donc immense parce que, comme quelqu'un l'a dit, nous faisons face à une conjoncture calamiteuse.

M. Tony Martin: J'aimerais revenir à la question de la productivité. J'ai dit que dans notre région des travailleurs renoncent... Algoma Steel a connu deux restructurations et chaque

fois les salariés et les habitants ont fait de gros sacrifices pour sauver l'entreprise.

Les études publiées actuellement montrent que les gens travaillent plus pour moins. Il y a désormais au pays une classe croissante de gens pauvres bien que salariés. Quel effet cela aura-t-il sur la productivité de nos industries? Les travailleurs seront-ils aussi enclins à travailler d'arrache-pied en échange de salaires toujours plus bas, qui les mènent souvent sous le seuil de la pauvreté? Il y en a des milliers. Une étude publiée à Toronto cette semaine révèle que le nombre croissant de salariés pauvres est devenu un très gros problème.

M. David Dodge: Je ne suis pas le mieux en mesure de répondre à votre question.

Dans l'ensemble, nous connaissons enfin une augmentation des salaires réels. On attendait cette augmentation depuis longtemps. Nous avons connu une période d'ajustement extrêmement difficile dans les années 90, mais nous assistons enfin à une véritable augmentation des salaires réels, ce qui est positif. Nous avons toutefois été un peu étonnés de n'avoir pas vu d'augmentation des salaires réels un peu plus importante depuis 2003-2004.

Je suis désolé, mais je ne suis pas expert en la matière.

• (1150)

M. Tony Martin: Si vous me permettez de prêcher pour ma paroisse, une étude a été menée dans ma ville il y a quelques années qui a indiqué qu'il y a maintenant 12 000 familles de travailleurs à faible revenu qui y vivent. C'est beaucoup plus qu'il y a cinq ou 10 ans. C'est un phénomène en pleine croissance.

Je voulais soulever une autre question car je crois que vous l'avez abordée à une autre occasion; il s'agit de notre compétitivité. Personne ne niera que notre système de soins de santé nous avantage. Nous étions sur le point d'avoir un Programme national de garderies qui, selon certains d'entre nous, nous aurait aussi donné un avantage concurrentiel, puisqu'il aurait permis à davantage de gens de réintégrer le marché du travail sachant que leurs enfants avaient une place en garderie. La garde d'enfants a toujours été un défi considérable.

Le président: Monsieur Martin, si vous avez une question...

M. Tony Martin: Peut-être pourriez-vous nous en dire plus long à ce sujet? Devrions-nous ou pourrions-nous tenir compte de ces genres de programmes pour évaluer notre compétitivité?

Le président: Monsieur Dodge, allez-y.

M. David Dodge: Tout ce que je peux dire, pour reprendre le slogan de Dofasco, c'est que notre force, c'est notre capital humain. La formation et le perfectionnement sont absolument cruciaux. C'est essentiel pour les gens, bien sûr, mais ce l'est tout autant pour la santé de nos entreprises. L'importance de la formation et du perfectionnement est au coeur de nos remarques quand nous allons sur le terrain pour nous entretenir avec les entrepreneurs.

Le président: M. McTeague commencera la deuxième série de questions; il a cinq minutes.

L'hon. Dan McTeague (Pickering—Scarborough-Est, Lib.): Monsieur Dodge, merci d'être venu aujourd'hui.

J'ai été heureux d'entendre vos remarques. Je crois que ma femme et bien d'autres Canadiens veulent surtout savoir comment nous avons pu limiter à 2 p. 100 l'augmentation des taux d'intérêt ces dernières années. J'aimerais avoir vos réflexions sur ce sujet, ainsi que sur l'incidence du déficit courant des États-Unis, auquel vous avez fait allusion un peu plus tôt, non seulement sur le dollar canadien, mais surtout sur le secteur manufacturier et les consommateurs canadiens.

Je note que, dans votre mémoire, vous indiquez que le brut devrait se stabiliser à 70 \$ US. J'ai été soulagé de lire cela. Cela va à l'encontre de ce que certains spéculateurs et certaines firmes de courtiers du secteur ont laissé entendre ces derniers jours. Si les BTU sont à 10 \$ US par million, c'est bien sûr parce que, bien que l'offre soit suffisante, en moyenne, sur cinq ans, l'offre et la demande sont statiques, à quelques exceptions près. La demande européenne est en baisse.

Nous savons que l'offre est suffisante pour répondre aux besoins de la planète... sauf s'il y a spéculation. Les parlementaires, et les Canadiens en général, d'ailleurs, n'ont aucun contrôle sur le déficit courant des États-Unis et sur son incidence sur ces deux facteurs essentiels pour le secteur manufacturier. Peut-être pourriez-vous éclairer nos lanternes à ce chapitre.

M. David Dodge: Paul connaît bien ce dossier et pourra vous répondre.

L'hon. Dan McTeague: Merci.

M. Paul Jenkins: Commençons par le déficit courant.

Le déficit courant des États-Unis est de l'ordre de 6 ou 7 p. 100 du PIB des États-Unis. Bien sûr, c'est la situation chaque année. Chaque année, les États-Unis ajoutent à leur niveau d'endettement par rapport au reste du monde, et cet endettement est maintenant considérablement supérieur à ce qu'il était il y a 10 ans.

Essentiellement, le déficit courant des États-Unis indique que l'économie américaine consomme plus qu'elle ne produit. Les Américains importent beaucoup de biens et de services et, pour financer ces achats, ils comptent sur les épargnes du reste du monde.

Une bonne part de cet argent provient de l'Asie. Cette situation a certainement fait l'objet de discussions publiques et privées. Une bonne part de ce surplus en Asie se trouve en Chine, mais pas exclusivement. Cette situation existe dans presque toute l'Asie. Le Japon continue d'avoir un excédent courant important. Récemment, avec l'augmentation des prix de l'énergie, les excédents courants des pays exportateurs de pétrole augmentent aussi.

Tout cela est très compliqué. Essentiellement, pour éliminer ces déséquilibres, ce déficit courant aux États-Unis, de façon ordonnée, il faut réaliser ensemble deux ou trois choses, et il semble que cela soit sur le point de se produire.

Tout d'abord, il faut que l'épargne aux États-Unis atteigne un niveau qui permette de réduire le niveau de consommation et le déficit courant. Mais il faut aussi, parallèlement, que la demande ailleurs dans le monde, surtout la demande intérieure, reprenne. Tout indique que c'est ce qui se produit au Japon. Nous avons aussi raison de croire que cela se produit en Chine.

Le troisième élément que nous considérons important, c'est le taux de change, surtout la souplesse dans les taux de change. Les fluctuations des taux de change — ce que nous appelons les fluctuations des prix relatifs — contribuent à ce changement de comportement dont je viens de parler.

C'est une question très importante pour le Canada qui est une petite économie ouverte. La façon dont on éliminera ces déséquilibres

est cruciale pour nous, et nous en parlons très ouvertement ici et sur les tribunes internationales.

• (1155)

L'hon. Dan McTeague: J'en conclus qu'il n'y aura pas d'augmentations des taux d'intérêt dans un avenir prévisible.

M. Paul Jenkins: Je n'ai nullement fait mention de ce qui pourrait être décidé en matière de politique monétaire.

L'hon. Dan McTeague: Je comprends.

Enfin, dans un autre ordre d'idées, monsieur Dodge, vous avez prononcé un discours devant le Collège Humber l'an dernier où vous avez parlé de l'enseignement. Plus particulièrement, dans le cadre de ce discours intitulé « La compétitivité du Canada: L'importance d'investir dans l'amélioration des compétences »,

vous avez dit:

Nous avons besoin d'un système de mesures incitatives pour soutenir l'apprentissage continu et la mise à niveau constante des compétences, ainsi que d'une infrastructure appropriée pour procurer cette formation. Cette question a toujours été à l'ordre du jour. Mais, comme je l'ai déjà indiqué, elle va revêtir encore plus d'importance au cours des deux prochaines décennies, compte tenu du ralentissement de la croissance de la population active au Canada.

Manifestement, le budget, avec ses 80 \$ pour les manuels scolaires, n'est pas à la hauteur. Selon vous, quelles mesures devrions-nous prendre à cet égard, pour encourager des changements substantiels comme ceux que vous proposez?

Dans ce même discours, vous avez abordé le sujet du développement de la petite enfance et la nécessité de se doter d'une infrastructure de première qualité qui mènera ensuite au réseau scolaire pour l'enseignement des notions de base.

Ce n'est pas ce qu'envisage actuellement le gouvernement. Il nous éloigne plutôt de ce concept. Comment pourrez-vous concilier vos observations et l'orientation du gouvernement conservateur actuel, qui semble être tout à fait à l'opposé?

M. David Dodge: D'abord, soyons clairs. La plupart des outils dont disposent les gouvernements sont aux mains des provinces. Nous en avons quelques-uns au palier fédéral, mais la plupart relèvent des provinces.

En ce qui concerne les employeurs, et c'est très important, collectivement, au Canada, et je crois que c'est vrai dans presque toutes les provinces, nous n'avons pas assez insisté sur l'amélioration constante des compétences de notre main-d'oeuvre. Dans le passé, nous avons surtout compté sur l'immigration, mais nous ne pourrions plus le faire autant à l'avenir. Et dans ce que vous appelez les métiers spécialisés, que ce soit dans l'industrie ou le bâtiment, notre main-d'oeuvre est relativement âgée, et je ne crois pas que l'on puisse demander à certains des travailleurs de continuer à faire ce travail très exigeant physiquement jusqu'à 70 ans comme certains d'entre nous ont le privilège de pouvoir le faire.

Il incombe non seulement au gouvernement mais aux employeurs d'y consacrer davantage d'efforts. Et c'est un problème qui ne date pas d'hier et qui devient évident quand le marché du travail est serré. Puis, nous oublions tout quand l'économie est faible.

Il est donc important de se demander comment nous pouvons nous débrouiller pendant les périodes difficiles, les périodes où, justement, le coût de la formation pour l'économie est le moins élevé. Voilà ce sur quoi nous devons nous entendre dès maintenant, en cette période où tous sont sensibilisés au problème et non pas quand il y aura un ralentissement.

C'est une tâche qui incombe au comité de l'industrie ainsi qu'aux comités traitant de politique sociale, car c'est absolument crucial pour la santé future de l'industrie canadienne, que ce soit du secteur manufacturier, du secteur des ressources ou du secteur des services.

• (1200)

L'hon. Dan McTeague: Merci.

Merci, monsieur le président.

Le président: Merci, monsieur McTeague et monsieur Dodge.

Il nous reste environ six minutes. Pouvez-vous rester jusqu'à 12 h 10, monsieur Dodge?

M. David Dodge: Oui, monsieur le président, nous devons partir au plus tard à 12 h 15, je crois.

Le président: Nous entendrons un témoin à la deuxième séance, mais il y a encore quatre députés qui voudraient intervenir. Nous avons six ou sept minutes pour quatre députés. Je vous demanderai donc des questions et des réponses succinctes afin que tous aient la chance de poser leurs questions.

Monsieur Van Kesteren, vous avez la parole.

M. Dave Van Kesteren (Chatham-Kent—Essex, PCC): Merci, monsieur Dodge, d'être venu.

Ma question est simple. Revenons à notre dette nationale qui est d'environ 486 milliards de dollars et le service de cette dette, de 31 milliards de dollars. J'aimerais que vous nous en parliez un peu. Quelles sont les conséquences de cette dette et sommes-nous sur la bonne voie? Selon moi, notre ratio d'endettement devrait être d'environ 25 p. 100. Je crois que c'est d'ailleurs l'objectif du gouvernement. Cela vous semble-t-il prudent ou nous dirigeons-nous vers un endettement catastrophique?

Puis, rapidement, si vous pouviez nous toucher quelques mots du fait que la dette des États-Unis est de beaucoup supérieure à la nôtre et, si un jour... Pourrions-nous assister à une montée en flèche de l'inflation?

M. David Dodge: Depuis le début des années 90, le gouvernement du Canada et les gouvernements de la plupart des provinces se sont attaqués à la dette. D'ailleurs, le Canada est l'un des pays de l'OCDE qui a le meilleur bilan à ce chapitre. Toutefois, cela ne signifie pas que nous devons nous reposer sur nos lauriers, car au fur et à mesure que nous réduisons le service de la dette, nous pouvons disposer de l'argent qu'il nous faudra pour prendre soin d'une société vieillissante sans augmenter les taxes et les impôts.

Je crois pouvoir dire que les gouvernements du Canada ont fait du bon travail mais qu'ils ne doivent pas pour autant relâcher leurs efforts. L'économie est actuellement florissante, le revenu national est en croissance rapide. Nous avons pu en profiter au chapitre du commerce. C'est dans une période comme celle-ci que tous les paliers de gouvernement devraient s'assurer de garder le cap et même envisager d'intensifier leurs efforts pour réduire la dette.

M. Dave Van Kesteren: Et la deuxième partie de ma question, sur les États-Unis? Y aurait-il une période d'incertitude, comme certains le prédisent...

M. David Dodge: Les Américains ont tout un problème à long terme. Ils ont aussi un problème à court terme sur lequel je ne me prononcerai pas, qu'ils n'ont pas vraiment su régler, mais ils ont aussi un énorme problème à long terme.

Il y a d'abord leur système de sécurité sociale. Nous avons réformé le RPC en 1996 et nous avons une structure... Le régime de RÉER est intéressant, parce que, en offrant la déduction sur-le-champ, nous pouvons profiter des recettes dans les années 2020, à l'époque où nous en aurons besoin. Nous avons donc pris de bonnes décisions à cet égard. Les Américains ont un problème plus important et devront y trouver une solution.

En matière de santé, la situation est grave aux États-Unis. Les Américains dépensent à peu près la même proportion du PIB pour les soins de santé publique que nous, mais il s'agit surtout de soins pour les personnes âgées. Nous savons que les personnes âgées représentent une proportion de la population qui croît très rapidement. Il nous manque peut-être des trèfles, mais les Américains n'ont aucun atout.

Les États-Unis ont un problème structurel à long terme, problème très grave, et plus ils attendent pour le régler, plus il s'aggravera. Évidemment, cela nous inquiète, car cela pourrait entraîner un ralentissement de la croissance de la demande intérieure aux États-Unis quand il leur faudra faire face à la situation à l'avenir.

• (1205)

Le président: Merci, monsieur Van Kesteren.

Je cède la parole à M. Vincent.

[Français]

M. Robert Vincent (Shefford, BQ): Monsieur Dodge, pour mesurer l'inflation et la hausse du dollar canadien, huit composantes ont été exclues: les fruits et légumes, l'essence, le mazout, le gaz naturel, le taux d'intérêt hypothécaire et le taux urbain, et le tabac. Mais la contrefaçon des produits, qui fait son entrée au Canada, et le faible coût de la main-d'oeuvre étrangère entrent également en ligne de compte.

Ces deux points ont-ils été exclus aussi du calcul de la hausse du dollar et de l'inflation? Comment les manufacturiers canadiens peuvent-ils, en si peu de temps, gérer de manière réaliste la flambée des prix du pétrole, la hausse du coût de l'énergie et l'appréciation générale de 30 p. 100 du dollar canadien?

M. David Dodge: Je vais avoir de la difficulté à donner une réponse courte. Il faudra dépenser beaucoup d'énergie.

M. Robert Vincent: Prenez votre temps.

M. David Dodge: Je veux corriger un peu ce que vous avez dit au sujet du rapport qu'il y a entre notre cible, l'indice de référence et les huit produits exclus. Nous utilisons seulement l'indice de référence comme un guide pour le futur pour déterminer la tendance de l'inflation, parce qu'il y a des variations dans l'IPC total qui résultent de variations dans ces huit produits et services. Donc, en tant que guide pour le futur, l'indice de référence est plus utile, mais notre cible, c'est l'IPC total, et non pas l'indice de référence.

La deuxième question est extrêmement difficile. Je la refile donc à mon collègue.

M. Paul Jenkins: Je vais aborder très brièvement deux choses. Il y a des difficultés, c'est clair, mais l'augmentation des prix de l'énergie est calculée en dollars américains. Ainsi, l'appréciation du dollar canadien fait en sorte que l'augmentation des prix est, en dollars canadiens, moins élevée. Cela est une conséquence assez importante.

Deuxièmement, en ce qui concerne les réactions des entreprises du secteur manufacturier, comme je l'ai mentionné, il est important de réagir en investissant dans la machinerie et l'équipement, afin d'augmenter le niveau de productivité et de flexibilité.

M. Robert Vincent: Si des compagnies ne font pas de profits, comment feront-elles pour augmenter leur productivité et acheter de nouveaux équipements?

M. David Dodge: Il est vrai que dans quelques sous-secteurs, les profits ne sont pas très élevés. La situation est très difficile, surtout dans les secteurs du vêtement, du textile, de l'ameublement et des pâtes et papier. Il y a d'énormes variations dans le secteur manufacturier. Il y a des compagnies qui font des profits qui, sans être très élevés, sont tout de même assez bons pour leur permettre de faire des investissements en ce moment. Il y en a d'autres qui ont des difficultés.

M. Robert Vincent: Il doit y avoir un certain rapport avec la hausse du prix du pétrole. Dans votre tableau, je vois que depuis le 12 juillet 2005, il y a eu sept hausses de l'ordre de 0,25 point, soit en septembre, octobre et décembre 2005 et en janvier, mars, avril et mai 2006. Il doit donc y avoir un lien direct entre ces hausses et les coûts?

M. David Dodge: C'est un problème pour toutes les compagnies partout dans le monde. C'est difficile pour les secteurs manufacturiers pour lesquels l'énergie constitue une grande partie des coûts, mais la situation est la même partout dans le monde.

• (1210)

M. Robert Vincent: Par contre, les salaires ne sont pas les mêmes partout dans le monde.

M. David Dodge: Non.

M. Robert Vincent: Il ne faudrait quand même pas se comparer...

M. David Dodge: Non. C'est vrai.

[Traduction]

Le président: Je remercie nos témoins, MM. Dodge et Jenkins, d'être venus aujourd'hui. Les informations qu'ils nous ont données nous ont été très utiles. Nous vous en savons gré.

Je vais lever la séance et mettre fin officiellement à cette réunion, puis, nous reprendrons nos travaux pour entendre le témoin suivant, M. Orr.

Monsieur Jenkins, monsieur Dodge, merci d'être venus.

M. David Dodge: Merci, monsieur le président.

Le président: La séance est levée.

Publié en conformité de l'autorité du Président de la Chambre des communes

Published under the authority of the Speaker of the House of Commons

Aussi disponible sur le site Web du Parlement du Canada à l'adresse suivante :

Also available on the Parliament of Canada Web Site at the following address:

<http://www.parl.gc.ca>

Le Président de la Chambre des communes accorde, par la présente, l'autorisation de reproduire la totalité ou une partie de ce document à des fins éducatives et à des fins d'étude privée, de recherche, de critique, de compte rendu ou en vue d'en préparer un résumé de journal. Toute reproduction de ce document à des fins commerciales ou autres nécessite l'obtention au préalable d'une autorisation écrite du Président.

The Speaker of the House hereby grants permission to reproduce this document, in whole or in part, for use in schools and for other purposes such as private study, research, criticism, review or newspaper summary. Any commercial or other use or reproduction of this publication requires the express prior written authorization of the Speaker of the House of Commons.